

Le BULLETIN ne publie que les manuscrits acceptés par les SECTIONS et communiqués par les SECRETAIRES.

### LES HEROS DE VERSAILLES.

Chante au Peuple, les dimanches,  
Les vainqueurs, pour dix écus.  
Moi ! Deshonorer mes planches ?  
Non ! dit-il. Gloire aux vaincus !

HERANGER.

Pour éviter la guerre civile et faire de tous les Français un peuple uni, ce qui était facile, Thiers et ses complices n'avaient qu'à faire et dire ceci :

Parisiens. Nous avons capitulé pour vous. Vous allez être libres et pouvoir reprendre vos travaux interrompus depuis six mois.

Votre conduite durant le siège a été digne. Aucun vol, aucun meurtre n'ont été commis, il n'y avait pas de police. Rien de tragique venant de vous ne s'est passé.

Aussi comptons-nous sur votre patriotisme pour aider la France à sortir de l'abîme où l'empire et ses créatures l'ont plongée.

Vous avez des armes, fusils et canons, que vous avez payés de vos deniers, gardez-les ; qu'ils vous servent désormais à veiller sur votre propre défense et à empêcher quelque nouveau coup d'état.

La République exige que chaque citoyen s'intéresse aux affaires publiques, occupez-vous en après vos travaux de la journée.

Remettez-vous pour échanger vos pensées, publiez vos opinions, nommez vos maires, vos magistrats, vos officiers et sous-officiers de la garde civique, tous vos fonctionnaires en un mot.

Payez-les le moins possible pour qu'il y ait moins d'intrigue et de corruption. Soyez libres. Avec la liberté vous serez vos maîtres et tout viendra de soi.

En prenant en main la direction de vos affaires locales, le gouvernement sera débarrassé d'un travail auquel il n'a jamais rien compris, il aura peu de fonctionnaires, il pourra se passer d'armée permanente, et diminuer les dépenses publiques des trois quarts du montant de son budget.

Dans les premiers temps, il est possible, il est même presumable que les élections seront bruyantes, les clubs et les journaux violents ; soyez patients, cela passera vite.

Les orateurs et les journalistes qui n'ont que des injures à servir au public n'ont pas longtemps des lecteurs et des auditeurs ; leur influence aura bientôt fait place à la plus grande indifférence.

Nous remettons en vos mains tous les pouvoirs, toutes les fonctions qui ne regardent pas l'intérêt général du pays, mais exclusivement vos intérêts locaux, convaincus que vous êtes plus aptes et plus intéressés à les bien diriger que qui que ce soit autre.

Et nous ajoutons que dès le jour où vous aurez plus de liberté, d'ordre à recevoir que de vous mêmes, en ce qui vous concerne dans votre localité, il n'y aura plus de révolution, et l'ère de la monarchie s'évanouira comme un mauvais rêve.

At le coup de cela, qu'est-on fait ?

Le 2, vos Vaincus est venu, et par sa fonction d'agit, il a dit :

Parisiens. Les Prussiens sont partis, c'est à présent nous qui sommes vos maîtres.

L'Assemblée de Versailles l'a décidé.

Jules Favre a dit à ses rivaux : Reposez-vous, vous êtes vaincus !

Et ils l'ont eu.

Or, comme ce n'est plus le peuple, je déclare d'abord moi, choisi par eux, votre ville en état de siège.

Pourquoi, me direz-vous ?

Parce que cela va nous permettre, à nous autres soldats de l'ordre, dont les intérêts sont menacés, de vous avoir sous votre coupe, de vous arrêter, de vous juger et même de vous fusiller, aussitôt que vous ferez

quelque chose qui sentira la République.

Vous avez voté pour des républicains, vous nous êtes suspects.

Vous nous avez reproché de ne pas vous avoir conduits en masse contre les Prussiens lorsque vos gardes nationaux ont pris Montreuil et se sont fait tuer pour le garder une semaine bien malgré nous, au point que les Prussiens qui commençaient à croire que nous, vos chefs, nous les trahissions, se préparaient à déménager de Versailles et à lever le siège de Paris.

Que serions-nous devenus s'ils avaient été vaincus ? Vous ne voulez plus d'armée permanente, vous vous en êtes vantés ! Vous êtes donc nos ennemis pires que les Prussiens.

Or, comme chacun cherche ses intérêts et défend ses privilèges, nous allons d'abord vous désarmer pendant qu'il en est encore temps, puis vous faire la loi. Et si nos provocations vous déplaisent, eh bien, répondez-y !

Nous sommes au pouvoir. Nous nous y trouvons bien.

Nous voulons y rester et nous saurons user de la force que tous les imbéciles veulent bien laisser à notre disposition.

Nous ne permettrons jamais à des pékins d'écouter des orateurs qui trouvent que nous n'avons ni talent ni courage, et à des écrivains de faire notre histoire autrement que comme nous la voulons.

De plus, la France a toujours été faite pour être la proie des armées. Quand ce ne sont pas celles de l'étranger qui la mangent, c'est celle des héros français. Aujourd'hui ce sont les deux qui la dévorent, prenez-en votre part.

Payez, pékins, et sans mot dire ; car si vous me faites rentrer en moi-même, prenez garde à vous. J'ai assassiné quelques centaines des vôtres en décembre 1851 pour le compte de Bonaparte lorsque je n'étais que commandant ; c'est par milliers que je vous égorgerais aujourd'hui que je suis général pour le compte des ruraux.

Et en effet cela s'est passé ainsi.

Pour s'en convaincre on n'a qu'à lire les faits suivants, tirés des journaux de Londres qui seuls osent dire la vérité.

Dans tous les quartiers de Paris où on s'est battu, les maisons ont été fouillées.

Tous les hommes blessés et tous ceux qu'on a supposé s'être battus, ont été arrachés violemment de leurs maisons et assassinés dans la rue par les soldats.

Quelques uns qui étaient parvenus à se soustraire momentanément à l'activité des recherches de leurs assassins, ont été ensuite pris, garrôtés et conduits en prison où on les a tous en blue passés par les armes ; horrible phrase qui veut dire égorgés à coups de bayonnettes, tués à coups de fusils.

Dans la plaine de Satory, des officiers, dont on finira bien par savoir les noms, ont assassiné leurs prisonniers et s'en sont vantés ; les uns disant en riant que c'était pour aider au développement de la science anatomique, les autres que c'était parce qu'ils les avaient vus fatigués et qu'ils avaient voulu abrégier leurs souffrances.

Un colonel ayant dit à ses prisonniers qui n'en pouvaient plus de dépense et de fatigues : Allez plus vite, ou je vous fais fusiller ! Et les malheureux lui ayant répondu : Faites ! Nous n'en pouvons plus ! Ce misérable leur a répondu : Je vous prends au mot. Et les a tous fait fusiller.

Vingt personnes arrêtées au coin de la rue Royale parmi lesquelles il y avait des femmes et des enfants, ont toutes été égorgées sur place par des soldats ivres que leurs officiers excitaient en riant. Les premières décharges n'ayant pas tué tout le monde, on a recommencé jusqu'à six fois, lors même que les femmes et les enfants criaient grâce et morte.

Les prisonniers faits à la barricade de la rue Laflite, parmi lesquels il y avait aussi des femmes et des enfants, ont été attachés deux à deux, ensuite on les a fait mettre à genoux et les soldats leur ont à tous brûlé la cervelle les uns après les autres.

Cette horrible tragédie rappelle que dans le département de la Nièvre, les soldats des mêmes Vinoy et Mac Mahon avaient, en décembre 1851, attaché deux par deux seize pauvres paysans, et que tous les quinze pas on brûlait la cervelle à un ; le survivant traînait son camarade mort jusqu'à ce qu'un peu plus loin son tour d'être assassiné arrivât.

Dans la rue St Honoré, pendant que les héros de l'armée régulière faisaient la chasse aux Parisiens, des femmes indignées ayant crié : Voilà les braves de l'armée française qui, après avoir subi une honteuse captivité, reviennent pour assassiner nos maris et nos frères ! ont toutes été insultées, outragées et égorgées.

Un peu plus loin, dans la même rue, les policiers assommaient à coups de bâtons tous ceux qui montraient quelque pitié pour les malheureux qu'on égorgerait.

Un homme âgé et d'un aspect tout à fait vénérable, s'étant trouvé mal de voir tant d'atrocités, aussitôt un soldat furieux s'est rué sur lui, l'a assommé d'un coup de crosse de fusil et la cervelle a jailli sur la botte d'un anglais correspondant du *London News* qui s'est sauvé assez vite pour ne pas subir le même sort.

Pendant ce temps, les officiers ivres comme leurs brutes de soldats, riaient de l'héroïsme de leurs subalternes.

Quatre hommes trouvés dans les magasins du Louvre, ont été arrêtés sous prétexte qu'ils avaient les mains noires, puis attachés deux par deux et conduits jusque sur la place du Palais Royal où, les voyant arriver, un officier tremblant de peur s'écria : Exécutez-moi vite cette canaille !

Aussitôt, les soldats se sont jetés sur eux et leur ont ouvert le ventre à coups de bayonnettes.

Pendant que cette boucherie s'exécrait, une jeune fille s'est précipitée sur un des malheureux en criant : Ne le tuez pas ! Il n'a rien fait ! C'est mon frère !

Elle a été insultée et outragée ; et lorsque les prisonniers ont été tués, les héros de l'armée française les ont dépouillés de leurs habits et de ce qu'ils contenaient, à la façon africaine ; on a fait un tas de leurs cadavres, et comme leur nudité était plus qu'indécente on les a couverts d'un mauvais tapis en attendant qu'un tombereau passe pour les emporter au cimetière.

Un citoyen de la rue de la Paix, qui allait chercher des médicaments chez son voisin le pharmacien, a été assassiné et dévalisé sous prétexte qu'il devait cacher un blessé !

Dans la rue Laflite, une jeune fille accompagnée de son frère âgé de douze ans, a été arrêtée et insultée par des soldats ivres ; comme elle a repoussé leurs avances avec indignation, ils l'ont tuée, elle et son frère et ont commis sur son cadavre toutes sortes de cruautés.

Place Vendôme, vingt cinq éboueiers aidés par quelques femmes ayant défendu une barricade pendant toute la journée contre trois cents héros Versaillistes, ont été faits prisonniers et tous massacrés.

Quelques femmes qui prodiguaient des secours aux blessés, ayant osé s'esquiver après la lutte, ont été dénoncées et livrées aux soldats par les dames des maisons où elles s'étaient réfugiées.

Les militaires les ont égorgées et ont jeté leurs corps nus dans le ruisseau ou chaque héros ivre d'alcool et de sang est venu faire les observations les plus indécentes.

Sur la place du Havre, on avait établi une espèce de camp où l'on conduisait les prisonniers de la Commune échappés au massacre, par 10, 15, 20, 30 à la fois, ceux qui ne pouvaient marcher assez vite étaient assommés de coups, et lorsqu'ils étaient arrivés sur la place, on les massacrait par centaines.

Les blessés et les mourants, entassés pile mêle, criaient aux soldats de les achever ; il y en avait tant en de tués dans la journée, que le soir on marchait dans le sang caillé !

A la tombée de la nuit, une jeune fille ayant prié son père de l'emmener loin d'un si horrible carnage, perdit ses souliers qui s'étaient collés au sang des martyrs, lorsqu'elle essaya de les remettre, elle fut si horriblement impressionnée qu'elle jeta un cri d'horreur ! Cette exclamation les perdit : deux soldats les aperçurent, les saisirent et la tuèrent dans les bras de son père qui l'emportait.

A Belleville et à Montmartre où pendant la lutte qui a duré quelques jours les soldats de Versailles blessés et faits prisonniers avaient été recueillis et soignés par les habitants, lorsque la lutte a été finie, que les Versaillais ont été les maîtres, qu'ils n'ont plus eu aucun danger à courir, qu'ils n'ont plus eu peur de la mort, ils ont pillé, violé, tué et assassiné avec tant de fureur et d'atrocité, qu'après avoir immolé tous les malheureux prisonniers sans défense, ils ont fusillé plusieurs de leurs camarades qui, dégrisés, avaient eu l'impudence d'avouer tout haut qu'ils agissaient comme d'horribles scélérats !

Parmi les cadavres entassés dans les rues, que les soldats avaient dépouillés de tout ce qui pouvait avoir quelque valeur, on voyait des enfants de six mois à huit ans, dont les boyaux sortaient du ventre ; des jeunes filles dont les mutilations infâmes indiquaient que les sauveurs de la société avaient accompli sur elles tout ce que la bestialité a de plus infect, tout ce que la luxure a de plus horrible.

C'est dans une de ces hacheries que Mme La Cécilia a été égorgée avec son enfant de sept mois !

Au coin de la rue et du boulevard Rochechouart, les soldats ont fusillé tous les prisonniers qu'ils avaient faits devant la barricade.

Quelques uns ayant été enterrés vivants, sont parvenus, avec les pieds et les mains, à soulever la terre qui les recouvrait ; toute la nuit on les a laissés crier et geindre sans secours, et le matin on les a achevés !

Au champ de Mars, on a assassiné les prisonniers par centaines à la fois, ensuite on les a brûlés avec du pétrole, puis enterrés avec tant de hâte afin de souffrir aux exécutions, qu'aujourd'hui les dénonciateurs des journaux *La France* et *La Liberté* ont peur de la peste et demandent qu'on fasse fusiler les os des victimes afin d'éviter qu'ils ne se répandent ; plus tard les révolutionnaires ne les retrouvent plus pour les enterrer avec respect, tant ces misérables sentent déjà combien leurs accusations étaient injustes !

Près du parc Monceau, des gendarmes ayant vu un boîtier que sa femme accompagnait, l'ont arrêté et ont voulu le fusiller.

La femme leur dit : Mais il n'a rien fait et si vous voulez le tuer, allez tuez-nous ensemble !

Aussitôt, vingt coups de revolvers les jettent par terre, mais, comme ils ne sont que blessés, les gendarmes recommencent et s'en vont, les laissant morts au milieu de la rue.

Mme Millière, dont le mari avait été arrêté et assassiné au Luxembourg après s'être vigoureusement défendu, a voulu parler aux Parisiens pour défendre les communiers contre les calomnies des Versaillais ; des soldats l'ont immédiatement arrêtée et conduite dans un cachot. Là, ils l'ont fouillée et dévalisée ; et lorsqu'ils ont été bien convaincus qu'elle était sans défense, quelques héros sont venus pour l'égorger lâchement dans son cachot.

Rue de Rivoli, des gendarmes suivis de quelques artilleurs revenus de Prusse, ont arrêté une pauvre femme qui avait, disait-on, versé du pétrole dans quelque coin de rue.

Aussitôt la malheureuse a eu ses vêtements déchirés, les cheveux arrachés, la figure ensanglantée et a été entraînée à demi morte jusque vers la place St

Germain l'Auxerrois. Comme on parlait de la jeter à l'eau, un homme d'ordre, qui avait peur qu'elle s'échappât, s'est avancé et l'a tuée d'un coup de pistolet.

La tragédie finie, immédiatement la gendarmerie, suivie de la foule, est retournée à la recherche d'autres victimes.

Une demi heure après, trente jeunes filles de magasin d'un établissement de machines à coudre arrivaient enchaînées dans la rue St Honoré, sous prétexte qu'elles avaient empoisonné le vin que l'on donnait à boire aux soldats.

Les malheureuses levaient les épaules d'être accusées d'une façon si absurde et même quelques unes riaient en pensant qu'on allait les renvoyer aussitôt qu'elles seraient arrivées à destination.

Mais, comme au temps du choléra, où l'on accusait des malheureux d'avoir empoisonné les puits dont on ne buvait même pas l'eau, les accusations même les plus stupides et les plus impossibles sont redoutables.

Arrivés près de la place Vendôme, dans leur épouvante, ceux qui les emmenaient les ont toutes égorgées.

Une compagnie de hussards, (héros à cheval) emmenaient à la boucherie neuf cents prisonniers de tout âge et de tout sexe. En passant sous les fenêtres du correspondant du *Times* de Londres, une jeune femme, dont les cheveux noirs flottaient, ayant tenté de s'échapper, a été tuée à bout portant par le Héros du régiment, et la femme a été laissée morte dans la rue, où elle est encore, dit celui qui a écrit la nouvelle.

A Versailles, les prisonniers et particulièrement les prisonnières qu'on y a conduits y ont été insultés par tous les soldats, les mouchards et les ex-catins des armées prussiennes.

Tout ce que la ribauderie a de plus crapuleux dans ses expressions était débité par les dames de Versailles qui voulaient absolument que les prisonnières se découvrirent devant elles !

Comme les Parisiennes refusaient de se découvrir devant ces catins sans cœur et sans vergogne qui eussent mieux fait d'aller cacher leur honte dans leurs appartements, l'une d'elles fit tomber le bonnet d'une jeune prisonnière avec le bout de son parasol.

Toutes les voix aussitôt se mirent à crier : Découvrez-vous ! A bas les coiffures !

Presque toutes les malheureuses ôtèrent leur coiffures et se mirent à pleurer !

Une magnifique jeune femme seule persista à garder la sienne et semblait défier la foule, lorsqu'un brute d'officier commanda à sa brute de soldat d'arracher la coiffure à cette énergique jeune femme. Ce qu'il fit avec fureur en lui arrachant les cheveux.

Aussitôt il y eut des cris : Assez ! C'est de la lâcheté ! Tout rentra alors dans le silence ; on emmena les femmes en prison où le soir on les tuait pour les violer plus à l'aise.

Depuis, chaque jour on assassine à Versailles des malheureux sans défense et innocents même de ce qu'on leur reproche.

C'est pour terroriser les Parisiens, dit-on, on verra avant peu lesquels, des assassins ou de leurs victimes, seront les épouvantés.

Nous nous arrêtons ici, bien qu'il y ait encore des milliers de crimes à révéler, mais comme ils ont été commis tous à peu près de la même façon, le lecteur devindra le reste.

Voilà les héros de la France ! Les sauveurs de la civilisation !

Les chevaliers de l'honneur et de l'ordre ! Les misérables !... Ils auront agi avec tant d'infamie que, pour beaucoup de gens, les mots de : soldats français, dénonciateurs, bandits, voleurs et assassins, seront désormais synonymes !

Dans tous les postes, dans toutes les casernes, on a assassiné les prisonniers par centaines ; mais comme c'étaient des industriels, des boutiquiers, des négociants, des travailleurs, on est insensible à leur disparition. Ce sont d'obscurs personnages.

Si, au lieu de ces braves et utiles citoyens, on eût tué quelques prêtres, quelques magistrats, quelques officiers, quelques faibles émergeant au budget, la crapule dénonciatrice du journalisme n'aurait pas eu assez d'éncre pour narrer leurs oraisons funèbres et les avocats assez de voix pour aboyer des *Dies iræ* en leur honneur.

Mais ce sont des hommes de travail, des produc-

teurs qui ont osé revendiquer leurs droits et essayer d'établir par eux-mêmes plus d'équité dans les relations sociales ;

Qu'ils soient écrasés sans pitié ! Et en effet, comme on le verra plus tard, sauf deux ou trois exceptés, tous ceux qui ont été élus pour diriger les affaires de la Commune, ont été assassinés.

Leur mort était arrêtée à l'avance. Tous les chefs de l'armée de Versailles ont dû recevoir pour mot d'ordre de faire tuer aussi silencieusement que possible tous les chefs de l'insurrection, comme en 1848 et 51, et de dire qu'ils s'étaient échappés, cachés, etc., afin d'empêcher l'exaspération de leurs parents et amis, et d'endormir les ressentiments de ceux qui seraient tentés de les venger.

Qu'on ne s'y trompe pas, les chefs insurgés qu'on croit échappés, ont été assassinés dans les casernes par ordre des ministres ; et ils ne paraîtront plus.

Thiers, Dufaure et leurs complices sont coutumiers du fait, ce n'est pas la première fois qu'ils l'ordonnent. A ceux qui ont le courage et la fermeté de les venger, d'en prendre leur parti !

C'est ce qu'a déjà fait la sublime et courageuse veuve qui a envoyé dans l'autre monde l'assassin Galifet porter de ses nouvelles à son mari, que ce lâche général avait froidement fait égorger.

Espérons que les Parisiens comprendront les motifs qui ont poussé cette infortunée à punir un des plus hideux héros de Versailles ; et que, quoique vaincus, il ne se trouvera pas à Paris des ouvriers assez stupides pour travailler à rebâtir un palais à Thiers, leur bourreau !

C'est un moyen nouveau de protester contre les bandits de Versailles.

Nous serions bien trompés si les ouvriers de Paris, qui sont les plus intelligents du monde, ne saisissent pas cette occasion de leur prouver qu'ils les méprisent, qu'ils les répudient, et que désormais ils ne veulent plus avoir rien de commun avec eux.

### THIERS-BILBOQUET.

La réponse de l'avocat Thiers au héros Chanzy, que les journaux ont publiée pour l'édification des badands qui les prennent au sérieux, rappelle une boutade spirituelle de Victor Considérant, qui a aujourd'hui plus que jamais son à propos.

Thiers, comme chacun sait, a toujours méprisé les principes et le droit ; et il s'en vante.

La réforme électorale réclamée sous Louis Philippe, ne signifiait rien pour lui :

"C'était du bruit qui expirait à la porte de la Chambre, où les droits se créaient !"

Il n'y avait rien au-delà de la loi !

Le Droit, la Justice, la Raison, étaient ce que la majorité des censitaires avaient voté.

Ce misérable petit vieux à qui on va rebâtir un hôtel pour ses héritiers, non seulement n'a pas avancé d'une semelle depuis lors, mais il n'a pas même changé la manière de se moquer de ses auditeurs.

Ecoutez-le plutôt ;

Séance du 18 Mai 1871 :

"Messieurs, si je n'étais pas habitué à entendre soutenir toutes les opinions, même par des hommes fort capables, je serais vraiment surpris qu'un militaire très instruit pût parler comme il vient de le faire au sujet de Belfort et du Luxembourg."

"J'ai passé ma vie, je puis le dire, à étudier la géographie militaire de la France et de l'Europe, etc., etc."

Et il ouvre son robinet d'éloquence pendant deux heures pour démontrer comme quoi l'Alsace et les Alsaciens n'ont pas grande importance pour la France, et comme quoi la place de guerre de Luxembourg, qui est plus que démantelée, est la plus formidable du monde.

Si vous croyez qu'il sait ce qu'il dit et qu'il en pense le premier mot, vous êtes dans le sac. Le tour est joué. Bilboquet triomphe !

L'inventeur de la *verité crase*, l'homme de l'équivoque, qui a déclaré qu'il faut riser avec la loi, vous tient.

Et comme le vieux maréchal Soult, qui avait toujours envie de s'asseoir dessus lui quand ils étaient ministres ensemble, vous dit :

"Ce petit foutriquet qui ne sait rien et qui branle tout, ment si bien, qu'on lui donne toujours raison lorsqu'on n'a dit à moi qu'il a tort !"

Et au fait, pourquoi M. Thiers se donnerait-il la peine de savoir ce qu'il dit ? C'est Victor Considérant

qui parle.)  
"En debili badands poli professeur pe fort, il pe encore quan qu'il ignore tion d'avoir leurs préjug Gagnant pour quoi se sur quoi que  
"Si l'As claires sur Thiers eut pour fort er soureller la crocodile, l'at demandé  
"Tout de

"Vou (Silence !)  
"Vou le-crocodile  
"Eh t approfondi sur celle-ci animaux dans les trois qu ses qu'un affaires d'un  
"J'ai d animaux ; j mais ce sera moments de mots, en de attention b tumé... (O  
"Je s cialistes se pas le moim que messie dire, et je n dire cela, grand jour jamais proc les à la soci bon sens de  
"Eh b toutes les droite : C'es les socialis à égarer, d' c'est cela ! nous raffermence, votr plaudissem ont intérêt naturelles ; priété, qui s seulement s a ses bases, re... (Exp

"Cela ce d'heure ou a la gauche, entortillés ; le crocodile même un fa jours quelq disent en ju qu'ils recon  
"Le tou

Autrefois bre qui gob sant répub attendant q  
Il n'y a a parlé.

La Fran provinces e

Les géoc faire prison Prussiens, faut des rut

ils ont ment, lâch des sauveur d'Honneur.

— Ils ont y la Républi

qui parle.)

— En débitant spirituellement des banalités que les badauds politiques sont toujours enclenchés d'entendre professer par un parleur agréable et qui passe pour fort, il produit l'effet qu'il veut. Il obtient mieux encore quand il leur enseigne tranchement des choses qu'il ignore et qu'ils ignorent eux-mêmes, à la condition d'avoir beaucoup d'aplomb et d'entrer dans tous leurs préjugés.

Gagnant tout ce qu'il désire par ces deux procédés, pourquoi se donnerait-il une peine quelconque de faire sur quoi que ce soit des études inutiles ?

— Si l'Assemblée nationale n'avait pas de notions claires sur les lapins et les crocodilles, et que M. Thiers eût un intérêt politique quelconque à passer pour fort en histoire naturelle, il expliquerait sans sourcilier à l'Assemblée que le lapin est une variété de crocodile, le crocodile une espèce de lapin, le résultat demande serait produit.

— Tout dépend de la manière de présenter les choses.

— Voulez-vous savoir ce que c'est que le lapin ? (Silence !)

— Voulez-vous que je vous dise ce que c'est que le crocodile ? (A droite : Ecoutez ! écoutez !)

— Eh ! mon Dieu, j'ai beaucoup étudié, beaucoup approfondi ces questions d'histoire naturelle ; j'ai fait sur celle-ci en particulier un livre ; j'ai observé ces animaux dans les pays qu'ils habitent ; j'y ai consacré les trois quarts d'un de mes voyages ; ce sont des choses qu'un homme qui a eu l'honneur de manier les affaires d'un grand pays ne doit pas ignorer.

— J'ai chez moi des collections nombreuses de ces animaux ; j'y pourrais les apporter à cette tribune, mais ce serait inutile. Je ne veux pas abuser des moments de l'Assemblée. (Parlez ! parlez !) En deux mots, en deux mots, si vous voulez me prêter cette attention bienveillante à laquelle vous m'avez accoutumé... (Oui ! oui ! parlez !)

— Je sais, messieurs, je l'ignore pas que les Socialistes soutiennent que le crocodile et le lapin n'ont pas le moindre rapport de parenté. Eh bien ! il faut que messieurs les socialistes me permettent de leur dire, et je ne prendrai pas quatre chemins pour leur dire cela, (Pres bien !) je le dirai à cette tribune, au grand jour de cette tribune nationale où la vérité n'est jamais proclamée en vain ! où toutes les erreurs fatales à la société viennent se briser devant les reflets du bon sens de ce grand pays que vous représentez.

— Eh bien ! c'est une erreur de plus, ajoutée à toutes les illusions dangereuses, fallacieuses... (A droite : C'est cela ! très bien !) au moyen desquelles les socialistes ont gangrené l'esprit peu cultivé, facile à égaler, d'une portion des ouvriers des villes. (Bravo ! c'est cela ! très bien !) et menacé l'ordre social que nous raffermissons, que vous raffermirez, que votre prudence, votre sagesse, votre maturité... (Bruyants applaudissements à droite.) Les Socialistes, messieurs, ont intérêt à bouleverser les éléments des sciences naturelles ; savez-vous pourquoi ? C'est que la Propriété, qui est l'objet de toutes leurs attaques, n'a pas seulement sa base dans l'ordre légal des sociétés, elle a ses bases, et les plus solides, dans l'ordre de la nature... (Explosion d'enthousiasme.)

— Cela continue à couler ainsi pendant trois quarts d'heure ou une heure ; la droite est ravie ; pas mal de la gauche, qui voudrait bien résister, se sentent entortillés ; et en fin de compte, clair comme le jour, le crocodile est une espèce de lapin, et M. Thiers lui-même un fameux crocodile. — On apprend toujours quelque chose avec ce diable de petit homme là ! disent en jubilant ses amis à toutes les bonnes figures qu'ils rencontrent pendant la suspension de la séance. — Le tour est fait.

Autrefois, il n'y avait que les bustiens de la Chambre qui gémissaient ; aujourd'hui ce sont les soldatants républicains qui le savent et le digèrent, en attendant qu'ils en crévent en l'expurgeant.

Il n'y a plus à en douter depuis que l'oracle Thiers a parlé.

La France est glorieuse d'être débarrassée de deux provinces et d'avoir assassiné Paris.

Les généraux, les héros qui se sont laissés battre et faire prisonniers par centaines de mille à la fois par les Prussiens, sont les plus braves de la terre, et il leur faut des rubans à tous.

Ils ont égorgé des femmes et des enfants et froidement lâchement assassiné leurs prisonniers, ce sont des sauvages, ou les nomme Grand-Croix de la Légion d'Honneur.

Ils ont vendu la France aux Prussiens en haine de la République, et ces derniers, pour tant de condes-

cence, les ont aidés à traquer les Parisiens vaincus... Ils sont des types de grandeur et de dévouement !..

Maintenant, au lieu de s'occuper des affaires du Pays, les Ruraux vont se consacrer au intérêt des dynasties qui ont ruiné et anéanti la France.

Chantez Français ; un avenir prospère se prépare pour vous !

Si vous n'êtes pas dévorés et complètement déshonorés, ce ne sera pas leur faute ; les avocats et les journalistes auront fait tout ce qu'il faut pour cela !

LES INCENDIAIRES.

En 1848, lors des événements de Juin, tous les insurgés qui étaient pris étaient fusillés sous le faux prétexte qu'ils avaient coupé les pieds, les mains, le nez ou quelque autre partie du corps aux soldats de Cavaignac.

Toutes les femmes étaient accusées d'avoir empoisonné la boisson et le tabac qu'on donnait aux militaires.

On reprochait à tous les enfants d'avoir tué à bout portant quelques chefs.

Et tout ceci était parfaitement faux, comme une enquête faite plus tard l'a démontré !

Ces mensonges atroces étaient tous inventés par les rédacteurs du *Constitutionnel* que M. Thiers avait sous sa tutelle !

La plus sale et la plus bête de ces hideuses calomnies était l'histoire du dragon tué par quatre femmes et trois enfants, et qu'on avait fait éclater en lui introduisant une cartouche où chacun devine. Elle était du crû du secrétaire de la rédaction, sinon de M. Thiers lui-même.

Avec M. Thiers à la tête de la réaction, les mêmes calomnies sont redevenues à la mode. Seulement, au coupage de nez et autres membres, on a substitué l'incendie au moyen du pétrole.

Il n'y a pas un cas où le pétrole n'ait servi d'exécuteur à l'assassinat des prisonniers par les bandits qu'on ose encore appeler sans rougir des militaires français.

Vieillards, femmes, enfants, prisonniers de tout âge et de toutes conditions, tous sont des incendiaires.

La peur rend féroce. Les lâches sont tous cruels ; et comme ils redoutent, malgré leur succès momentané, des représailles, les misérables assassins et ceux qui les soutiennent cherchent toujours une excuse pour qu'on les oublie dans leur ignominie et ne leur fasse pas payer plus tard leurs meurtres et leur scélératesse.

On devait s'attendre à ce que des généraux, des colonels, des officiers, qui s'étaient sauvés devant les Prussiens, qui s'étaient rendus comme des fainéants, qui s'étaient fait prendre comme de lâches imbéciles parce qu'ils tremblaient de se mesurer avec des soldats disciplinés, seraient des égorgés sans pitié, des assassins sans entrailles, des bandits sans vergogne.

Et en effet, cela est arrivé comme la nature, toujours logique, l'indiquait ; ces misérables fuyards devant Guillaume, ces crétins imbéciles ont été horribles de éraautés et de calomnies.

Ils ont même perdu dans leur épouvante ce que le militaire avait encore de respectable dans sa brutalité, la franchise ; ils sont devenus cyniques et menteurs, et se sont faits avocats et journalistes.

Leurs rapports et leurs ordres du jour sentent la haine et décèle l'horrible procureur.

Sans respect, sans considération pour ce qui est vrai, ils se jouent de tout ce qui a été respecté jusqu'ici.

Les nouvelles que nous recevons de Paris relativement à ce qui s'est passé depuis qu'ils ont triomphé de la Commune, prouvent d'une façon indéniable qu'on s'était entendu à l'avance pour tuer tous les prisonniers sous prétexte du crime d'incendie.

Pour en être convaincu, on n'a qu'à relater les quelques scènes qui se sont passées à la caserne du Prince Eugène, au poste de la Bourse, aux Champs Elysées et autres casernes de Paris.

— Colonel, la victoire est à nous ! mais cela nous a coûté cher, car ils se sont défendus comme des lions.

— Avez-vous tué beaucoup de cette canaille ?

— Tous les hommes, colonel, et environ soixante femmes.

— C'est bien, mes enfants.

— Nous n'aurions pas tué les femmes, mais comme elles nous ont appelé lâches et nous ont reproché d'avoir fui devant les Prussiens, nous leur avons fait voir que nous n'étions pas sans courage.

— Vous avez eu raison, il faut toujours fusiller les incendiaires, ils ont répandu du pétrole pour mettre le feu partout !

— Elles n'avaient pas de pétrole, colonel, nous les avons fusillées parce qu'elles nous ont montré du mépris.

— Je vous dis, moi, votre colonel, qu'elles ont répandu du pétrole pour incendier Paris !

— Si c'est votre idée colonel...

— Celui qui punit les incendiaires mérite la croix car il sauve la civilisation ! Vous avez sauvé la civilisation !!

Nous avons sauvé la civilisation !..

— Allez, mes braves, soyez fiers de ce que vous avez fait, vous êtes des héros !!

— Général, nous n'avons fait de quartier à personne ; femmes, enfants, vieillards, tout y a passé !

— Vous êtes des braves !

— Ils nous ont appelé lâches, ils nous ont dit que nous devrions être honteux d'avoir fui devant les Prussiens, et maintenant de nous faire les bouchers du peuple de Paris. Quelques femmes nous ont même craché au visage. Ma foi, général, vous nous aviez dit d'être sans pitié, nous les avons tous fusillés.

— A la bonne heure ! voilà qui s'appelle agir en héros. Point de faiblesse pour les incendiaires !

— Nous n'avons pas dit, général, qu'ils étaient des incendiaires, mais des insolents.

— Je vous dis, moi, votre général, qu'ils étaient des incendiaires qui avaient tous du pétrole.

— Du pétrole ?

— Il est possible que vous ne vous en soyez pas aperçu, mais ils en avaient arrosé toutes les maisons du quartier. J'en sais plus long que vous là dessus. Vous avez sauvé la civilisation ! s'il y a une justice au monde, vous mérités la décoration.

Vous êtes des héros !!

— Capitaine, nous avons triomphé sur tous les points ! Nos bombes et nos obus qui éclataient si mal quand nous les dirigions contre les Prussiens, ont fait des prodiges !

Palais, maisons, édifices, nous avons tout brûlé ! Femmes et enfants tout est mort !

Cachés dans les caves pour éviter les éclats de nos projectiles, il n'en est pas sorti un seul ;

Ceux qui n'ont pas été tués par nos boulets, asphixiés et rotis par l'incendie, nous les avons tous égorgés !

— Vous êtes des héros, mes fils ! Et l'humanité vous remercie par ma voix, car elle ne pardonne pas aux incendiaires !

— Mais, capitaine, nous avions reçu l'ordre du grand héros Mac Mahon de tout tuer et de tout brûler et notre colonel nous avait dit d'effrayer et de terroriser.

— Ce n'est pas de vous, mes braves, que j'entends parler, car à nous il nous est permis d'incendier, c'est notre métier, c'est notre devoir ; c'est des femmes qui avaient du pétrole, et des enfants bourrés d'allumettes chimiques pour allumer le feu partout.

— Mais, capitaine, si elles avaient voulu brûler les bâtiments, ces femmes ne s'y seraient pas entendues avec leurs enfants !

— Vous ne comprenez rien à la politique. Les incendiaires, ça veut tout brûler ; en les exterminant vous vous êtes montrés dignes de faire partie de la Légion d'Honneur !

— Eh bien ! capitaine, nos pointeurs ne couvrieraient jamais que ce ne sont pas leurs bombes et leurs obus qui ont tout brûlé et tout détruit.

— Vos pointeurs sont des orgueilleux qui ne savent ce qu'ils disent. En tuant les incendiaires, vous avez sauvé la civilisation ! et vous serez inscrits pour la croix.

— Nous avons sauvé la civilisation !

— Oui, mes braves ; vous êtes des héros !!

— Commandant, nos prisonniers ont cherché à s'évader, nous les avons tous fusillés.

— Bravo ! mes compagnons ! Il faut toujours faire respecter l'autorité. Puis, pourquoi auriez-vous négocié des incendiaires ?

— Des incendiaires nos prisonniers des femmes, des enfants !

— Et oui ! des incendiaires ! N'avaient-ils pas arrosé de pétrole les murs de la prison où vous les aviez enfermés, pour vous faire perir tous ?

— Pour nous y faire perir, nous ?

— Certainement, simples que vous êtes ! Et vous l'avez échappée belle, la moindre allumette chimique pouvait tout embraser.

— Quelle scélératesse ! et chez des femmes encore !

— En tuant ces incendiaires, vous avez sauvé la civilisation ! et vous avez droit à la Légion d'Honneur ! On s'en souviendra.



— Des incendiaires !.. Et dire que nous ne nous en doutions pas ! Commandant, sans vous, nous n'aurions jamais eu le danger que nous avons couru.  
— Vous êtes tous si braves !  
— Des incendiaires !.. Et nous n'avons rien de mieux ! Quel commandant intelligent que le nôtre ; décidément il mérite de devenir colonel !  
— Nous avons sauvé la civilisation !  
— Nous sommes des héros !  
— Et nous méritons le Ruban !!

Dites la corde, imbécilles ! et vous serez dans le vrai !

En 1848, Proudhon et la rédaction du journal *Le Peuple*, indignés des calomnies des amis de Thiers, ouvrirent une enquête pour en démontrer la fausseté.

Ils firent appel à tous les citoyens qui pouvaient avoir des faits à leur connaissance et les invitèrent à en faire la déclaration écrite et signée, de manière à pouvoir soutenir devant la justice les faits articulés.

On répondit à cet appel. Les faits reprochés aux insurgés furent démontrés faux et il fut en même temps prouvé que tous les actes de cruauté qui avaient été commis pendant l'insurrection, l'avaient été par les modérés, à qui on donna depuis le titre dérisoire et fier de modérés.

Tous ces faits, signés par des témoins, furent publiés. On amena l'affaire devant les tribunaux. Messieurs les avocats voyant que les assertions du *Peuple* étaient vraies, refusèrent d'entendre les témoins et abandonnèrent l'affaire.

Il faut aujourd'hui qu'une enquête soit faite par les républicains qui sont impartiaux. La conscience publique la réclame. Et nous sommes persuadés à l'avance que, lorsque les faits seront connus, les trois quarts des crimes reprochés aux communiens seront des calomnies de journalistes, et tout ce qui aura été fait d'horrible aura été, comme en Juin 1848, commis par les soldats des modérés ; même certaines exécutions de représailles que, jusqu'à un certain point, la Commune serait en droit de justifier.

FAITS DIVERS.

La Société Internationale maudit les atrocités des soldats de Versailles, et les déclare indignes de reprendre place parmi les travailleurs.

Espions et laquais, voilà ce que, dans la vie civile, ils devront être désormais ; les ateliers n'ayant pas de place à offrir aux assassins.

Les journaux et les télégrammes, dont les fausses dénonciations ont excité la fureur des héros de Mac Mahon et causé plus de vingt mille assassinats, ont accusé les communiens d'avoir pillé la Banque de France dont chaque insurgé avait les poches pleines de billets.

Voilà que le *Journal Officiel* dément aujourd'hui tout cela. On n'a rien pris à la Banque de France !

Qu'importe, leur œuvre est accomplie ; le monde a lu pendant deux mois leurs infâmes mensonges, le mal est fait.

Qui lira le démenti du *Journal Officiel* ? Leur métier n'est-il pas de dénoncer, d'insulter et de bavarder sur tous ceux qu'ils n'ont pas connus dans les maisons de jeu, de police et de prostitution où ils émergent ?

Tous les vases des églises et autres objets de valeur que les communiens avaient aussi volés ont été retrouvés intacts à la Monnaie et autres places appartenant à l'Etat.

Ceux que les journalistes ont accusé faussement de les avoir volés ainsi que les billets de banque, où sont-ils ?..

Ceux là on ne les retrouvera pas ! Ils ont tous été assassinés par les héros de Mac Mahon !

Les d'Orléans, Joinville et d'Aumale sont allés voir leur ancien valet Thiers dans sa sanglante prospérité, et ils ont trouvé que le petit vieux singoait assez bien

les tyrans des vieilles monarchies.  
La fête qu'il a donnée a été aussi splendide que le deuil de Paris était sombre. Quelques uns de ses flatteurs trouvaient que le sang qu'il avait fait couler l'avait rajeuni, et que les milliers de vies qu'il a sacrifiées à sa misérable ambition allaient ajouter quelques heures de plus à la sienne.

Les Sarcey, les About, les Bertal, les Millaut, les Villemessan et autres que la police de l'ex-ministre de l'intérieur impérial rétribuait, faisaient assaut de dénominations.

Ils avaient tous connu les hommes obscurs de la Commune, et pas un ne les valait.

En effet, les communiens n'avaient reçu de la Police ni pensions ni crachats.

Les fainéants n'avaient jamais voulu travailler pour l'Empire !

Quels criminels !

ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

A GENEVE.

Assemblée ouvrière tenue le 15 Avril au Temple Unique.

ADRESSE AUX TRAVAILLEURS DE PARIS

TRAVAILLEURS, NOS FRERES !

En présence de la lutte terrible à laquelle vous provoquez la réaction des jésuites et des hordes privilégiées, en présence des calomnies haïeuses que la réaction répand sur vous par la bouche impure de sa presse entretenue, il est du devoir de tous les groupes ouvriers d'affirmer hautement la solidarité fraternelle qui nous lie tous et toutes à travers toutes les frontières.

Ces calomnies, ces insultes qu'on décerne à la classe ouvrière traitée de bandits, de voleurs "aux figures ignobles," nous les acceptons pour nous tous, et nous nous portons tous garants de la sainteté de votre cause qui est aussi la nôtre.

Dans la Révolution communale du 18 Mars, nous avons salué l'avènement politique de la classe ouvrière, et nous l'avons considérée comme le commencement de l'ère de la réorganisation sociale. Vos noms inconnus aux ignorants de la Vendée royaliste, nous sont chers par votre dévouement connu et éprouvé à notre cause commune, et les principes que vous avez énoncés dans la proclamation de la République des prolétaires, et qui sont aussi professés dans les grandes réunions de l'Association Internationale, ces principes sont pour nous un gage certain de ce que Paris préside en ce moment aux assises du nouvel édifice social, de ce vrai édifice de la Liberté, de l'Egalité et de la Fraternité pour tous et pour toutes et non pour une infime minorité privilégiée. D'autant plus exécérables sont ceux qui s'imaginent de pouvoir noyer dans votre sang la tâche que vous avez entreprise.

Quoiqu'il en arrive, frères et sœurs de Paris, votre œuvre ne périra pas, car c'est l'œuvre universelle de l'émancipation ouvrière, et nous ne faillirons pas à notre devoir en poursuivant toujours et partout les mêmes aspirations, en continuant toujours et partout la même lutte, dont vous êtes les premiers combattants.

Devant notre solidarité internationale, devant le grand combat, dont l'éveil est donné par vous, la Vendée de la réaction paiera cher chacune de vos victimes, et jamais une main ouvrière ne sera tendue en signe de paix à la main ensanglantée de nos oppresseurs communs.

Ils ne veulent pas comprendre qu'ils entreprennent une guerre sans issue pour eux, et s'ils veulent faire de la France un vaste cimetière, leur besogne sera longue, car les vivants afflue-

ront de tous les côtés du monde pour leur demander compte de leurs assassinats.

FRERES ET SOEURS DE PARIS !

L'immense enthousiasme, les sympathies chaleureuses que vous soulevez dans tous les pays parmi les travailleurs, vous prouvent en effet que votre œuvre est impérissable.

Demain, frémissante de dégoût, la province se lèvera contre la réaction royaliste, laquelle, par ses hauts faits, doit nous rallier tous dans un sentiment de haine ; elle est lente, la province, à se débarrasser des grands et petits bourreaux qui la tiennent garottée, comme à Lyon, à St. Etienne et à Toulouse, et qui la bombardent comme à Marseille, Bordeaux et dans d'autres villes, mais elle retrouvera son élan révolutionnaire, en comprenant que son sort à elle, tout comme à celui des travailleurs du monde entier, se joue en ce moment sous les murs de Paris.

Recevez-donc, pionniers de la Révolution sociale et internationale, la reconnaissance fraternelle que nous vous envoyons et l'assurance sincère et ferme des travailleurs que, malgré la distance qui nous sépare géographiquement, nous sommes tous et toutes à vos côtés, et que nous consacrerons tous nos efforts à ce que le triomphe de la réaction ne puisse arriver avant la disparition du dernier de nous.

Vive la Commune de Paris !

Vive la Révolution des Proletaires !

Au nom de l'Assemblée :

(Suivent les signatures)

REUNIONS.

UNION REPUBLICAINE.

La première section se réunit le second et le quatrième mercredi de chaque mois, à huit heures du soir.

La deuxième section se réunit le premier et le troisième mercredi de chaque mois, à huit heures du soir, 100, Prince street.

La réunion générale des sections se tient le second dimanche de chaque mois, à neuf heures du matin, au 100, Prince street.

Le Comité chargé de la publication du *Bulletin*, se réunit le premier et le quatrième lundi de chaque mois, à huit heures du soir, dans ses bureaux, 135, Wooster street, où tout ce qui concerne la rédaction et la publication du *Bulletin* de l'Union Républicaine de Langue Française, doit être adressé.

Les réunions de la Section de Staten-Island, 3ème de New-York, ont lieu le troisième dimanche de chaque mois, à neuf heures du matin, au domicile du citoyen Zang, au coin des rues Water et Wright, près le Park, à Stapleton.

ASSOCIATION INTERNATIONALE.

La Section française, No. 2 de l'Internationale, se réunit les 1er, 3ème, 4ème et 5ème Dimanches de chaque mois, à 9 heures du matin, au numéro 100, Prince street.

La Section française, No. 10 de l'Internationale, se réunit deux fois par mois, le 1er mardi à 6 heures du soir et le 3ème dimanche à 9 heures du matin, au No. 650 3ème Avenue, entre la 11e et la 12e rue.

Imprimerie sociale, 135 Wooster street, N. Y.

Dans République en faveur Cette cipes de absolu d tout ce q Commun Qu'en triomphe ont bien Dans l renouvelé Ont été

Enfin, ses récla d'un non rieur de il a été d Que le moyens c Qu'en pour pre pour tra domadain socialiste idées et

Deux f France : La pres tation qu le succès France et le gouver La rev parait un les sola encore ce principe ment.

Nous n de juger l L'empr que inero combien comblen Au mo foulé par breuses e fait appel et répare ont toujo rent senk inertes s ni un hor Pourq sant l'inv sée, que ment dé quences